



Monsieur le Président

Si nous siégeons aujourd'hui, notre présence ne signifie pas pour autant le retour à la normale ou que la page de la colère, des revendications tant sociales que démocratiques soit tournée. Comment cela serait-il possible alors que la mobilisation contre la réforme des retraites, qui n'est toujours pas terminée, a mis en exergue de très nombreux enjeux pour une société plus juste et plus égalitaire.

En effet, au-delà de l'âge légal du départ à la retraite, toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés depuis le 19 janvier ont mis également en avant les questions des inégalités, de la répartition des richesses, du pouvoir d'achat, des conditions de travail et plus largement de la place et du sens du travail dans nos vies respectives.

Refuser d'entendre la majorité de la population, voire la mépriser comme le fait le Président de la République n'est pas de nature à faire taire la colère mais à l'aviver. La défiance est grande et la crise sociale et démocratique profonde. La responsabilité du Président et de sa politique sont engagées dans les menaces qui grondent et mettent en péril l'avenir du pays.

Emmanuel Macron veut clôturer cette séquence en se donnant cent jours pour agir au service de la France et développer des mesures de justice pour soi-disant apaiser le pays.

Et à la DGFIP, à la suite de cette mobilisation exceptionnelle où les personnels se sont engagés fortement par tous les moyens, quelles mesures de justice concernant la sécurité et la protection des agents, la rémunération, le déroulé de carrière et les promotions, les conditions de travail et l'évolution de notre administration comptez-vous mettre en œuvre ?

Nous vous rappelons qu'il y a maintenant pratiquement deux ans, vous nous aviez indiqué l'ouverture imminente de discussions sur les régimes indemnitaires à la DGFIP. Nous attendons toujours... Un COSUI n'a rien à voir avec l'ouverture de négociations !

Vous avez répondu à notre courrier du 20 avril dernier où nous vous avons indiqué nos axes prioritaires et nos attendus pour un véritable dialogue social. Dans votre réponse, vous nous déclarez partager nos attendus mais à regarder de près le nouvel agenda social proposé, rien n'a changé ou presque. Les GT s'égrainent sans véritable concertation. Nous refusons qu'ils ne soient que des réunions d'information où les remontées du terrain ne sont pas entendues. Une réunion en GT...des échanges...et les mêmes documents ressortent au CSAR. Ce n'est plus possible.

Nous vous le disons clairement et en toute transparence : pour nos 5 organisations syndicales, il est hors de question de continuer les faux-semblants d'un dialogue social tronqué. Nous avons besoin de réponses politiques, nous avons besoin de concret tant pour le personnel que sur l'évolution de la DGFIP

Nous le rappelons encore une fois, nous sommes à un instant de vérité.